



Dans un contexte de démantèlement du service public d'Education et de dépeçage de l'enseignement professionnel, l'intersyndicale Education Nord/Pas-de-Calais **Action et Démocratie**/ CGT Educ'Action/FSU/FAEN / Snc-a-Eil-Convergence/Sud Education /Unsa Education dénonce la provocation que représente la visite du candidat de l'UMP Nicolas Sarkozy au CFA de la Chambre des métiers et de l'artisanat à Tourcoing ce jeudi 23 février 2012.

L'intersyndicale Nord/Pas-de-Calais rappelle que c'est au nom de la politique libérale de son gouvernement qui s'obstine à ne pas vouloir remplacer un départ à la retraite sur deux dans les services publics que cette année 14000 emplois vont disparaître dans l'Education Nationale et 1020 rien que dans la Région. Et cette année, ce sont les lycées professionnels qui vont payer le prix fort de ces choix politiques et idéologiques. Pour les LP de l'Académie, ce sont en effet plus de 500 postes d'enseignants qui vont disparaître, conséquence principalement de la mise en place du Bac Pro en 3 ans au lieu de 4. Ce sont aussi des formations et des filières qui seront fermées ou inaccessibles pour des milliers de lycéens de la Région. C'est un décrochage et de l'échec scolaire en prévision. C'est un horizon assombri pour des milliers d'élèves et leurs familles.

De plus, en choisissant de visiter ce CFA patronal et en ignorant le Lycée Professionnel public qui lui est associé dans le même lieu, cette visite est clairement l'expression d'un choix ; c'est une véritable provocation.

Le Recteur n'est pas en reste en promouvant pour la rentrée 2012 les 'parcours mixés' au sein même des Lycées Professionnels publics, c'est à dire un bac pro en 1 an en formation sous statut scolaire suivi de 2 ans en apprentissage, c'est-à-dire sous un statut de salarié précaire.

Qu'on ne vienne pas dire que l'apprentissage est l'avenir ! Pour l'Intersyndicale de l'Education, l'avenir, c'est le droit à une formation initiale sous statut scolaire de qualité au sein du service public débouchant sur un vrai diplôme reconnu nationalement, qui demeure malgré tout la meilleure protection contre le chômage. L'avenir, ce n'est pas le leurre de l'apprentissage dont les déboires sont nombreux : peu de chefs d'entreprises disposés en période de crise à signer des contrats, 1/3 de ruptures de contrat dans les 3 mois, une main-d'œuvre quasi gratuite (payée à 35% du SMIC) .....

Les jeunes du Nord/Pas-de Calais -comme tous ceux de notre pays- ont droit à plus de considération de la part de l'Etat et d'un candidat à l'Election Présidentielle. Ils ont droit à un avenir au sein du service public d'Education. Ils ont le droit à une scolarité réussie. Pour cela, l'intersyndicale exige d'autres choix politiques et budgétaires. Elle exige que l'Education soit une réelle priorité.

Elle appelle à un rassemblement jeudi 23 février à 13h, sur le parvis face au CFA à Tourcoing, 78 rue des Piats.

Lille , le 22 février 2012.